DIAL 2496

ARGENTINE - Victimes de la crise

Dafne Sabanes Plou

samedi 15 septembre 2001, mis en ligne par Dial

La situation économique et sociale de l'Argentine n'a cessé de se détériorer depuis quelques années. Souvent considéré comme un élève modèle du FMI - dont il vient d'obtenir un nouveau prêt pour éviter la banqueroute redoutée -,ce pays a vu échouer toutes les mesures prises jusqu'à présent pour enrayer cette chute. Nous présentons ici la situation particulière d'une ville nommée General Mosconi, située dans la province de Salta au nord du pays, car elle semble emblématique des processus à l'œuvre dans l'ensemble du pays. Article de Dafne Sabanes Plou, ALAI - America latina en movimiento*, 10 juillet 2001.*

La protestation populaire qui a eu lieu pendant près d'une semaine à General Mosconi - qui a été une importante ville pétrolière de la province de Salta jusqu'au début des années 90 -, s'est terminée sans trop de solutions pour une population fatiguée, affamée et avec peu d'espoir en un avenir meilleur. Avec leur ville pratiquement assiégée par la gendarmerie nationale et avec leurs leaders sous ordre d'arrestation, les manifestants ont dû entendre les représentants du gouvernement national et provincial qui sont venus pour promettre quelque solution à la grave situation économique et sociale que traversait la population en ce lieu.

55,9 % des habitants de la province de Salta vivent dans la pauvreté, selon une étude de l'institut Equis. Les chômeurs atteignent jusqu'à 14,9 % de la population économiquement active et les sous-employés 17 %. 47,3 % de la population occupée travaille dans le secteur informel, sans aucun avantage social tel que les congés payés, la sécurité sociale maladie et les pensions vieillesse. De plus, 17 % de la population vit dans l'indigence, ce qui signifie que ses revenus suffisent à peine pour payer un repas par jour. L'économie régionale est en crise depuis plusieurs années, fait qui s'est aggravé après la privatisation de l'entreprise pétrolière d'État YPF (Yacimientos Petroliferos Fiscales) qui laissa sans travail des milliers de personnes dans tout le pays, et transforma en zone morte des lieux d'exploitation dont quelques-uns avaient été des pôles de développement en Salta, avec de dures conséquences pour la population.

Mais il ne faudrait pas faire porter la responsabilité sur les seules entreprises privées, sans tenir compte également de l'absence de prévisions de la part de l'État national et provincial pour trouver une solution pour les chômeurs, beaucoup d'entre eux étant bien qualifiés pour la tâche qu'ils accomplissaient, et pour la région affectée par ces fermetures. La reconversion économique régionale a tardé à venir ou on n'y a même pas pensé, abandonnant les villages et les habitants à la dérive. On n'a pas davantage mis en place une assurance chômage qui aurait permis aux travailleurs de pouvoir développer de nouvelles connaissances ou entreprendre de nouvelles tâches qui pourraient devenir rémunératrices avec le temps. Nombreuses sont déjà les familles dans cette région qui vivent avec moins de 1 dollar par jour.

Criminaliser la protestation

Les protestations à General Mosconi ont culminé avec des actes de violence. De jeunes qui ne participaient pas aux manifestations sont morts et quelque vingt gendarmes ont été blessés. Certains parlent de francs-tireurs infiltrés qui provoquèrent la répression de la part de la gendarmerie, bien que

l’on n’ait réussi à arrêter aucun d’entre eux et que l’on ne connaisse pas leur origine. Certaines informations attribuent ces faits à des personnes infiltrées de la gauche, à des étrangers, ou bien à des activistes de droite, pour semer le chaos dans le pays.

Certains fonctionnaires eurent plein la bouche de mots tels que "terroristes", "délinquants", et "subversifs" qui furent relayés par les moyens de communication. Le juge qui intervint dans le conflit demanda que soient arrêtés de façon préventive les leaders de la protestation sous l’accusation de "sédition", qui s’applique à la figure pénale "d’un groupe de personnes qui s’arroge les droits du peuple", selon ce qui a été expliqué au tribunal. Dans d’autres protestations populaires semblables ont déjà été mises en examen 2 800 personnes parmi lesquelles certaines ont reçu des peines allant jusqu’à cinq ans de prison pour avoir participé à des manifestations avec blocage des rues et des routes.

D’autres secteurs du pouvoir ont également demandé une action plus vigoureuse des forces de l’ordre. Dans une réunion de banquiers avec des fonctionnaires du gouvernement, le président de l’Association des banquiers argentins s’est plaint de l’augmentation des protestations sociales avec blocage des routes, des aéroports et des rues parce qu’elle crée, outre la croissance des délits communs, "une situation de violence quotidienne et un climat politique tendu, qui entraîne de graves inconvénients pour la récupération économique. Pour en finir avec cela, il a demandé l’application de la loi, élément central indispensable pour une cohabitation civilisée". Lorsque plus tard, au cours d’un reportage à la radio, on lui demanda s’il était d’accord pour que la loi soit imposée par la force de la répression à la population qui proteste, le banquier a cherché une réponse diplomatique. Il a cependant continué à affirmer qu’on devait respecter le droit de circuler librement sur les routes du pays, faisant ainsi clairement allusion au blocage des routes organisées par les *piqueteros* [1] comme forme de protestation.

Les organisations des droits de l’homme en Argentine se sont prononcés sur cette question. Amnesty International, dans son rapport 2000 sur l’Argentine, a signalé que "le procès judiciaire contre les manifestants pour des revendications sociales, les intimidations contre les défenseurs des droits humains et les conditions de détention de milliers de citoyens sont quelques-unes des dettes les plus urgentes en matière de droits humains" dans le pays. De son côté, l’Assemblée permanente pour les droits humains, une des organisations qui s’est le plus distinguée dans la lutte contre la dictature militaire, a affirmé dans un document récent "la légitimité pour les sinistrés qui réclament activement leurs droits", tout en insistant sur le fait que "toute protestation doit se réaliser dans le cadre de l’ordre démocratique et en renonçant à l’usage de la violence".

Une exclusion intolérable

Les principaux leaders du mouvement des piqueteros de General Mosconi sont l’objet d’un mandat d’arrêt judiciaire. La population négocie avec les représentants du gouvernement pour que soit levée cette mesure. Certains journaux de la ville de Buenos Aires ont informé que le ministre du développement social s’était entretenu avec les "fugitifs de la justice", lorsque ce fonctionnaire de l’État voyagea de façon inattendue à General Mosconi et discuta face à face avec les piqueteros pour trouver des solutions rapides au conflit. On court le risque que les victimes d’un système économique qui engendre l’exclusion soient rendues coupables de ne pas accepter d’être exclues.

Déjà en 1999, le journaliste Fabio Guerra écrivait dans l’hebdomadaire uruguayen Brecha que "on remarque l’aggravation de l’injuste répartition de la richesse dans toute l’Amérique latine, ce qui conduit à une augmentation de la tension sociale et engendre une mentalité de "bourgeoisie assiégée" dans les couches moyennes et hautes qui regardent le pauvre et le marginal comme l’ennemi. Le néolibéralisme alimente quotidiennement ce dérapage." Également, le philosophe et essayiste argentin Juan Pablo Feinmann dit dans son livre La sangre derremada [Le sang répandu] (1999) que le capitalisme victorieux qui s’est imposé dans le monde s’est transformé en un capitalisme avaricieux qui conduit de façon imparable le genre humain sur le chemin de l’inégalité. Une inégalité qui devient intolérable et dans laquelle à tout inclus correspond symétriquement un exclu. Toute personne incluse occupe une place dont une autre a été privée.

Dans son rapport déjà cité, Amnesty International a signalé que beaucoup d'États affirment s'être vus obligés d'adopter une politique économique qui affecte les droits sociaux, économiques et culturelles. Pour Amnesty International, "c'est une affirmation fausse parce que les gouvernements ont le pouvoir de défendre leurs citoyens face aux actions arbitraires des entreprises multinationales ou face à la pression des institutions économiques intergouvernementales". L'Assemblée permanente pour les droits humains s'est également référé à cette question dans son document. Elle dit à ce sujet que "l'État n'a pas su prévenir des situations qui devenaient visiblement intolérables, il a été gravement absent, ou s'est présenté très tardivement. En rendre responsable des agents extérieurs ou des groupes subversifs est une simplification très dangereuse."

La délicate situation sociale de l'Argentine nécessite un dialogue et des réponses concrètes à tant de besoins insatisfaits, un dialogue qui devra éviter les exclusions pour ne pas creuser davantage la brèche qui divise déjà une société qui s'enorgueillissait d'apporter l'égalité des chances à tous ses membres.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2496.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Alai*, juillet 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Piqueteros : personnes qui bloquent les routes en signe de protestation (NdT).